

tout pour la victoire

Dans l'immense bataille qui se déroule, les forces socialistes toutes ensemble ont, pour la première fois depuis 1947, une chance de renverser la domination de la droite. A travers la conquête de la Présidence peut s'engager le processus qui conduira à la prise de pouvoir et à l'ouverture de la route vers le socialisme. Mais cette première étape est déjà difficile, elle ne peut être gagnée que par une mobilisation très intense de toutes les énergies. Cela n'est possible que si les enjeux sont clairement précisés.

Certains camarades, à qui l'histoire n'a pas encore permis de confronter leur ardeur révolutionnaire avec la dure réalité des faits, sont tentés de penser que le but fixé à la première étape, la victoire de François Mitterrand sur la base des options qu'il a définies, ne représente pas une partie suffisante du chemin vers le socialisme. Et il est vrai que l'équilibre politique de la coalition de gauche et des alliés qu'elle peut se trouver pour le second tour ne se fait guère autour d'une plateforme très vigoureusement socialiste. Faut-il dès lors faire la fine bouche, garder ses distances pour préserver intactes nos forces et notre capacité d'intervention en laissant le candidat et son équipe se débrouiller seuls pour gagner s'ils le peuvent ?

C'est une forte question. Pour en juger, il n'est pas mauvais de réfléchir quelque peu à ce que représente la défaite, c'est-à-dire sept ans de présidence Giscard. Imaginer les conséquences n'est d'ailleurs pas très difficile, car sa campagne est moins hypocrite qu'on aurait pu le croire, et onze ans de présence au Ministère des Finances permettent de référer avec précision la ligne politique de cet homme.

Il y a d'abord les ralliements et les soutiens : Soustelle, Bidault, Le Pen, Lecanuet, toute l'Algérie française est là, toute l'extrême droite aussi. Les troupes d'*Ordre nouveau* assurent le service d'ordre de Giscard, et François Brigneau était l'organisateur de la claque au débat d'Europe n° 1. Que ces hommes retrouvent l'appui officiel du pouvoir, le contrôle de la police, l'accès aux innombrables fichiers, et l'on est obligé d'imaginer l'insoutenable : un pouvoir disposant de polices parallèles encore pires que les SAC et les CDR !

Il y a ensuite le programme et les orientations annoncées. Là aussi, les choses sont claires. Aucune politique anti-inflationniste n'est décrite : on continuera la même que précédemment. Voilà qui annonce des lendemains douloureux. D'autre part Giscard ne veut plus de plan : une programmation indicative, parfois à plus d'un an (sic) et pour quelques secteurs seulement. Cela veut dire qu'on ne gardera même pas la façade d'un Commissariat au Plan. Dans la compétition sauvage du capitalisme d'aujourd'hui, aucune entrave, aucun contrôle au nom de l'intérêt public

ne seront supportés.



Et puis, bien sûr, il y a des promesses sociales. Dans ce domaine, on ne lésine pas : la liste en est deux fois plus coûteuse que celle des quelques engagements fermes pris par Mitterrand ; cette liste comprend d'ailleurs bien des mesures contre lesquelles Giscard ministre a obstinément lutté pendant des années ! Il ne respectera à l'évidence la moitié de ses promesses.

Le plus grave n'est pas là. La plus grave est que la poursuite de la politique d'inégalité et d'injustice, notamment fiscales, qu'il a poursuivie depuis onze ans, ne peut que s'accompagner d'une répression sociale professionnelle et policière croissante.

L'enjeu de la bataille est, par la nature même de la candidature Giscard tout autant que par la nature des forces qui soutiennent François Mitterrand, un enjeu de classe.

La stratégie que le PSU a définie à son Conseil national de décembre 1973 se fondait sur deux axes ; le développement du courant socialiste autogestionnaire et son insertion dans l'unité populaire. L'application de cette ligne, à l'occasion de la campagne électorale, donne pour une courte période une dominance à l'aspect unitaire sur l'aspect autonome. C'est inévitable et unitaire. Mais il faut remarquer tout de suite que la présence du courant autogestionnaire a permis

d'établir l'existence d'un pôle politique de la campagne différent du pôle « *programme commun* ». C'est cela qui a permis au candidat de définir des options comme celle d'une « *croissance plus consciente* » qui prennent en charge une part importante de ce à quoi nous tenions.

L'enjeu essentiel à mes yeux, c'est la mobilisation unitaire des travailleurs qui se fait à l'occasion de cette campagne. Elle est trop forte pour ne pas avoir de lendemains. Le courant autogestionnaire pèsera demain du poids qu'il aura pris dans la bataille d'aujourd'hui. Le temps n'est plus des sécurités à prendre, des forces à préserver. C'est en prenant tous les risques et en mobilisant toutes les forces que le courant autogestionnaire prépare sa puissance de demain. Que la bataille soit gagnée ou perdue, les travailleurs ne feront confiance qu'à ceux qui s'y seront engagés totalement, avec tout ce que cela implique
